

UNION EUROPÉENNE

Le respect des droits humains seule voie possible pour la sécurité

Index AI : POL 30/029/2005

ÉFAI

Jeudi 8 septembre 2005

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

(Helsinki) Les gouvernements européens ne doivent pas revenir sur l'interdiction absolue de la torture et des mauvais traitements au nom de la lutte contre le terrorisme. Ils doivent au contraire affirmer que le respect des droits humains constitue la voie vers la sécurité et n'est pas un obstacle à son maintien, a déclaré Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International, après la réunion des ministres de la Justice et de l'Intérieur de l'Union européenne (UE) à Newcastle, au Royaume-Uni.

Amnesty International a demandé instamment aux États membres de l'UE de rejeter toute tentative de recherche « d'assurances diplomatiques » ou de protocoles d'accord susceptibles de faciliter le renvoi forcé de personnes vers des pays pratiquant la torture.

« La valeur des assurances diplomatiques n'atteint pas celle du papier sur lequel elles sont écrites et prétendre que les magistrats ne devraient pas s'occuper de ces accords constitue une tentative d'interférence avec l'indépendance du pouvoir judiciaire, a averti Irene Khan, réagissant à des déclarations faites par des ministres du gouvernement britannique, selon lesquelles le pouvoir judiciaire britannique devrait respecter la recherche d'accords avec d'autres gouvernements en vue de l'expulsion d'un certain nombre de personnes.

Amnesty International a appelé les gouvernements à respecter la Convention européenne des droits de l'homme et la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme.

« Nous avons besoin d'adopter une approche plus large de la sécurité. Nous vivons dans un monde menacé, dangereux et inéquitable : menacé par la dégradation de l'environnement ; inéquitable en raison de la pauvreté et des disparités et maladies choquantes au sein même d'une grande prospérité ; dangereux du fait des conflits oubliés ou pas tellement oubliés et des

menaces terroristes de plus en plus importantes, auxquelles répondent des mesures antiterroristes inadaptées », a déclaré Irene Khan devant plus de 600 participants de 73 pays à la conférence d'Helsinki sur le thème « Mobiliser la volonté politique » pour répondre aux défis de la mondialisation, de la démocratie et de la sécurité.

« Ce ne sont pas les idées qui manquent en ce qui concerne la sécurité mondiale, mais la volonté politique de promouvoir un plan sécurité qui prenne les droits humains pour point de départ plutôt que de chercher à les limiter. En paroles, les gouvernements s'intéressent beaucoup aux droits humains. La volonté politique n'est pas un défi abstrait lancé aux gouvernements, mais un appel urgent en faveur d'une action concrète sans laquelle un certain nombre d'engagements clés pourraient tomber lors du sommet mondial qui doit se tenir la semaine prochaine. »

Alors que les gouvernements s'apprêtent à se réunir à New York la semaine prochaine, Amnesty International a exhorté les dirigeants rassemblés à l'occasion du sommet mondial de 2005 à se comporter en visionnaires hardis et à réaffirmer leur engagement en faveur d'une organisation des Nations unies forte et efficace, qui fasse la part égale aux droits humains, à la sécurité et au développement.

Irene Khan a cité les quatre points qui auront valeur de test décisif de la volonté des dirigeants de ce monde de traiter des problèmes réels conduisant à l'insécurité pour la plus grande partie de la population mondiale :

- répondre à la menace terroriste sans sacrifier les droits humains ;
- contrôler la prolifération des armes de petit calibre et des armes conventionnelles ;
- tenir les promesses faites concernant les droits économiques, sociaux et culturels lors de l'élaboration des objectifs de développement du Millénaire ;
- réformer les Nations unies pour rendre l'ensemble du dispositif relatif aux droits humains plus efficace.

« On ne doit pas laisser un petit groupe de pays fauteurs de troubles prendre en otage le sommet des Nations unies et arriver à faire édulcorer les objectifs de

développement du Millénaire ou à faire échouer la réforme du dispositif de l'ONU concernant les droits humains. La communauté internationale ne doit pas céder à la pression », a déclaré Irene Khan. ●

Amnesty International fait campagne pour que soit mis fin à la torture et aux mauvais traitements dans la « guerre contre le terrorisme ». pour plus d'informations, consulter la page web : <http://web.amnesty.org/pages/stoptorture-index-fra>

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>